



L'Observatoire de l'Argentine contemporaine est un espace consacré
à mieux comprendre et à mieux faire comprendre
les enjeux majeurs de la société argentine contemporaine



Maison de l'Amérique latine - 217, boulevard Saint-Germain 75007 - Paris – mail : observatoire.argentine@gmail.com

<https://www.obsargentine.fr>

Communiqué urgent

VENEZUELA, janvier 2026

Nous, spécialistes en sciences humaines et sociales de la société argentine contemporaine, avons appris avec stupeur les événements intervenus hier à Caracas. De tels agissements font écho à de très douloureux précédents historiques, c'est pourquoi nous tenons à partager avec vous les extraits de deux déclarations qui convergent avec nos sentiments et nos analyses :

Communiqué de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine et du CREDA-CNRS, Centre de Recherche et de Documentation sur les Amériques, Paris, le 3 janvier 2026 :

« L'IHEAL et le CREDA expriment leur plus vive préoccupation suite à l'attaque militaire menée par les États-Unis contre le territoire vénézuélien ayant conduit à l'enlèvement du président Nicolas Maduro. Le président Donald Trump a revendiqué cette « opération » illégale [...] Cette intervention, qui marque une rupture brutale avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations unies et de l'Organisation des États américains, a été réalisée en dehors de tout cadre légal. Elle constitue une agression caractérisée contre un État souverain et un mépris flagrant pour le droit à l'autodétermination des peuples. Le recours à la force armée pour renverser et capturer un chef d'État en exercice, quand bien même il s'agit d'un régime autoritaire comme celui présidé par Maduro depuis 2013, rappelle les heures les plus sombres de l'histoire du continent [...] En tant qu'institutions universitaires, l'IHEAL et le CREDA dénoncent cette agression contre l'Amérique latine tout entière. Elle est inacceptable et injustifiable. Nous pensons aux centaines d'étudiants qui, depuis plus de 70 ans, viennent se former avec nous, et à ceux qui traversent l'océan pour se rendre dans le continent de Simon Bolivar. Nous pensons à nos collègues chercheurs et enseignants qui voient leur sécurité et leur liberté les plus élémentaires s'effondrer. L'IHEAL-CREDA appelle le gouvernement français à exiger l'arrêt sans délai des actions de force, le retour des captifs sur le sol vénézuélien et le rétablissement du droit international. Seule une solution négociée et respectueuse de la souveraineté vénézuélienne peut garantir une stabilité durable dans la région ».

Déclaration de Jean-Marc LAFORÊT, président de la Maison de l'Amérique latine, ancien ambassadeur de France à Caracas, Paris, le 4 janvier 2026 sur *France info* :

« Ce qui est important dans cette affaire de séquestration de Nicolas Maduro, c'est quand même de réaffirmer qu'il s'agit là d'une violation pratiquement sans précédent du droit international. C'est la position d'un État étranger qui se considère légitime pour aller faire la police chez son voisin sous des prétextes qui évoluent au fil des déclarations. C'est la porte ouverte à la duplication et à la multiplication de ce type de comportement avec d'autres pays. Les principes du droit international sont des principes qui devraient être intangibles, que ce soit monsieur Maduro ou un autre, ils s'appliquent. C'est au peuple vénézuélien, avec toutes les difficultés qui sont les siennes, avec toute cette polarisation politique qui existe depuis des années dans ce pays, de trouver les solutions pour une sortie pacifique et démocratique à cette crise. »